

Att. M. Karmenu Vella
Commissaire de Pêche et Affaires Maritimes
Commission Européenne, MARE-J99-II

Madrid, le 16 mai 2018

Objet : Demande d'un plan d'action communautaire pour l'amélioration de la gouvernance internationale des pêches pour les Océans Atlantique et Indien

Cher Commissaire Vella,

The LDAC est concerné sur le fait que l'Union Européenne n'est pas suffisamment impliqué dans les Océans Atlantique et Indien en matière de la promotion de la bonne gouvernance et le développement soutenable des pêcheries. Cela a conduit à des impacts négatifs pour les activités des navires communautaires ainsi que pour le développement soutenable des pays partenaires. Par exemple, l'UE a accepté d'établir limites aux captures et/ou l'effort de pêche de ses flottes, même si ces limites n'ont pas mises en application par d'autres flottilles de parties non-contractantes coopérantes et contractantes de la CICTA et de la CTOI.

Pour cette raison, les efforts déployés par l'UE n'ont pas eu un effet ni en la durabilité ni en possibilités pour les Etats côtiers pour développer chaines de valeur soutenables en les pêcheries.

Nous avons fait part de ces inquiétudes lors d'une récente réunion avec vous et votre cabinet à la DG MARE, réunion au cours de laquelle nous sommes tombés d'accord sur le rôle clé que l'UE devrait jouer pour améliorer la gouvernance internationale des pêches. Cela dit, nous regrettons que l'engagement exprimé ne se soit pas concrétisé en dépit de plusieurs requêtes du LDAC allant dans ce sens.

La dernière fois que la DG MARE a manqué de saisir une excellente opportunité au plan régional de promouvoir la mise en place de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du Port (PSMA pour les sigles en anglais) de la FAO dans l'Atlantique a été la réunion organisée par la COMHAFAT à ce sujet (Rabat, Maroc, les 12 et 13 mars 2018).

Le LDAC souhaite supporter le travail du Secrétariat de la COMHAFAT en termes de coordination des 3 organes de pêche sous-régionaux sur le pourtour Atlantique de l'Afrique. Ces 3 organisations sous-régionales (CSRP, COREP et CPCO) étaient sur le point de signer et d'adopter un Protocole d'Accord qui aurait pu donner lieu à un Plan d'Action Régionale pour la mise en place du PSMA. Mais le manque de soutien des principaux donateurs présents à la réunion et en particulier l'absence de la part de l'UE ont débouché sur une orientation future imprécise due partialement à l'absence de la délégation de l'UE et au manque de clarté sur leur appui potentiel et l'étendue de ce soutien pour COMHAFAT sur cet objectif.

À notre avis nous avons manqué une grande occasion pour l'UE de manifester son soutien en prenant un rôle plus actif qui conduirait à améliorer les initiatives SCS dans la partie occidentale de l'Océan Atlantique.

Compte tenu du fait que l'UE a signé des accords de pêche durables (APPD) avec bon nombre des membres de la COMHAFAT ; qui dirige le travail dans le domaine de la lutte contre la pêche INN dans les ORPs ; et que l'UE possède de solides liens commerciaux et de développement avec la plupart de ces membres, nous estimons qu'il revient à l'UE d'assumer un rôle clé comme représentant des Etats de pavillon, comme marché leader et comme partenaire de développement des pays membres de ATLAFCO sous l'accord de Cotonou, dans la mise en place de programmes et initiatives SCS au plan régional. Au vu de ceci, nous aimerions demander à l'UE de tenir compte du soutien de la COMHAFAT dans la mise en place du PSMA et autres programmes régionaux (observateurs, VMS, etc.) dans la partie occidentale de l'Océan Atlantique.

À titre d'information, la flottille thonière au seine représentée du LDAC a déjà indiqué son désir de participer à toute action pilote mise en place par la COMHAFAT, en particulier concernant l'inspection des ports au plan régional et les programmes d'observateurs qui pourraient facilement être lancés avec une aide institutionnelle spécifique de la part de la Commission Européenne. Vous trouverez en annexe les documents suivants :

1. Déclaration des délégués du LDAC présents à l'atelier de Rabat.
2. Etude COMHAFAT sur
3. Etude COMHAFAT sur

Tous les membres du LDAC espèrent un regain d'engagement de votre part pour ce qui est de la promotion de la gouvernance internationale des pêches concrétisé à travers la collaboration avec la COMHAFAT dans l'Océan Atlantique. Nous sommes convaincus que c'est une opportunité unique qui pourrait également être appliquée dans l'Océan Indien à travers la COI et le nouveau projet que la Commission Européenne prépare pour cette région.

Bien cordialement,



R.P.

Iván López
Président du LDAC

ANNEXE I.
DÉCLARATION DU LDAC SUR L'ATELIER COMHAFAT POUR LA VALIDATION D'UN
PROGRAMME RÉGIONAL HARMONISÉ POUR INSPECTIONS DANS LES PORTS
RABAT, le 13 MARS 2018

Le LDAC s'est engagé à aider son partenaire, la COMHAFAT, à dialoguer de façon plus fluide avec la Commission Européenne, en particulier la DG MARE et la DG DEVCO, afin de trouver un soutien administratif et technique pour la mise en place du PSMA de la FAO qui vise à prévenir, décourager et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)

Dans ce contexte, le LDAC soutient l'étude présentée pour développer un programme régional harmonisé d'inspections dans les ports et croit que cela pourrait être une façon avantageuse de respecter les standards minimum des procédures de contrôle dans les 22 pays de la région Atlantique africaine. Cela dit, le LDAC croit que la volonté politique et la responsabilité de tous les États Membres de la région COMHAFAT en termes de coopération sont indispensables et essentielles pour la réussite de cette initiative, compte tenu des capacités et réalités de chaque pays.

Un plan d'action pluriannuel doté d'un cadre temporel clair et d'échéances d'exécution doit être mis en place à partir des projets et initiatives existants, déployés par les organisations de pêche sous-régionales Africaines dans la zone (CSRP, FCWC, COREPER) et les ORGP (CICTA et CTOI par exemple).

Le LDAC estime que l'harmonisation des législations nationales, le développement de capacités SCS et la gouvernance participative sont les trois domaines clé du développement. Pour le LDAC, il est essentiel de faire usage des ressources disponibles existantes et des projets dressés dans des domaines comme la coopération entre agences, l'harmonisation des procédures de contrôle, la formation des inspecteurs et les méthodologies d'évaluation basée sur le risque pour les inspections dans les ports. En la matière, l'Agence européenne de contrôle des pêches (EFCA pour les sigles en anglais) pourrait s'avérer un acteur précieux et contribuer à ce processus en jouant un rôle plus étoffé au niveau de la dimension internationale de la PCP et de la participation au déploiement de projets permanents comme FISHGOV (AU-IBAR et NEPAD) ou le projet PESCAO pour le Golfe de Guinée.

Les membres du LDAC de l'industrie de la pêche à la senne coulissante communautaire (Espagne et France) désirent partager l'expérience acquise à travers la mise en place de Mesures dans l'État du Port et autres procédures dans d'autres océans, comme c'est le cas dans l'Océan Indien où la CTOI a mis en œuvre un outil e-PSM et offert de développer les capacités du personnel des autorités portuaires dans les CPC CTOI qui sont des États de Port. Dans ce contexte, le secteur de la pêche à la senne coulissante communautaire a manifesté sa volonté de participer à l'harmonisation et à la consolidation des actions pilotes actuellement en cours et à la mise en place d'une expérience pilote à grande échelle à travers la COMHAFAT à l'avenir.

Le LDAC souligne que le Projet ABNJ GEF Common Oceans exécuté par la FAO contient un élément visant à améliorer la conformité des ORGP thonières à travers de meilleures MCS et suggère à la COMHAFAT d'explorer les éventuelles voies de financement pour cette expérience pilote, à inclure dans la Phase II du Projet ABNJ.

Le LDAC prépare actuellement un avis demandant à la Commission Européenne d'évaluer tous les projets de financement communautaire existants pour améliorer la cohérence politique de l'UE en termes de développement au niveau de la gouvernance des pêches, de sorte à en optimiser l'emploi dans le droit-fil des objectifs des ODD de l'ONU et à contribuer à la durabilité des pêches.